

Les Allemands doivent livrer
aux Alliés toute leur artillerie
lourde.
Mais où sont leurs berthas ?

UN DÉBAT A LA CHAMBRE SUR LA SOCIÉTÉ DES NATIONS EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.231. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes. — « Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON
Pierre Lottin, fondateur. Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 15-00. — Adresse télégr. : Excelsior-Paris. 20, rue d'Enghien, Paris.

JEUDI
25
SEPTEMBRE
1919
Ce n'est pas par les
armes qu'on gagne les
esprits : c'est par l'amour
et par la générosité.
SPINOZA.

L'ENTRÉE DU COLONEL D'ANNUNZIO A FIUME

Les premières photographies arrivées hier soir à Paris



12 SEPT., 11 H. — L'AUTO DE D'ANNUNZIO PASSE LA FRONTIÈRE



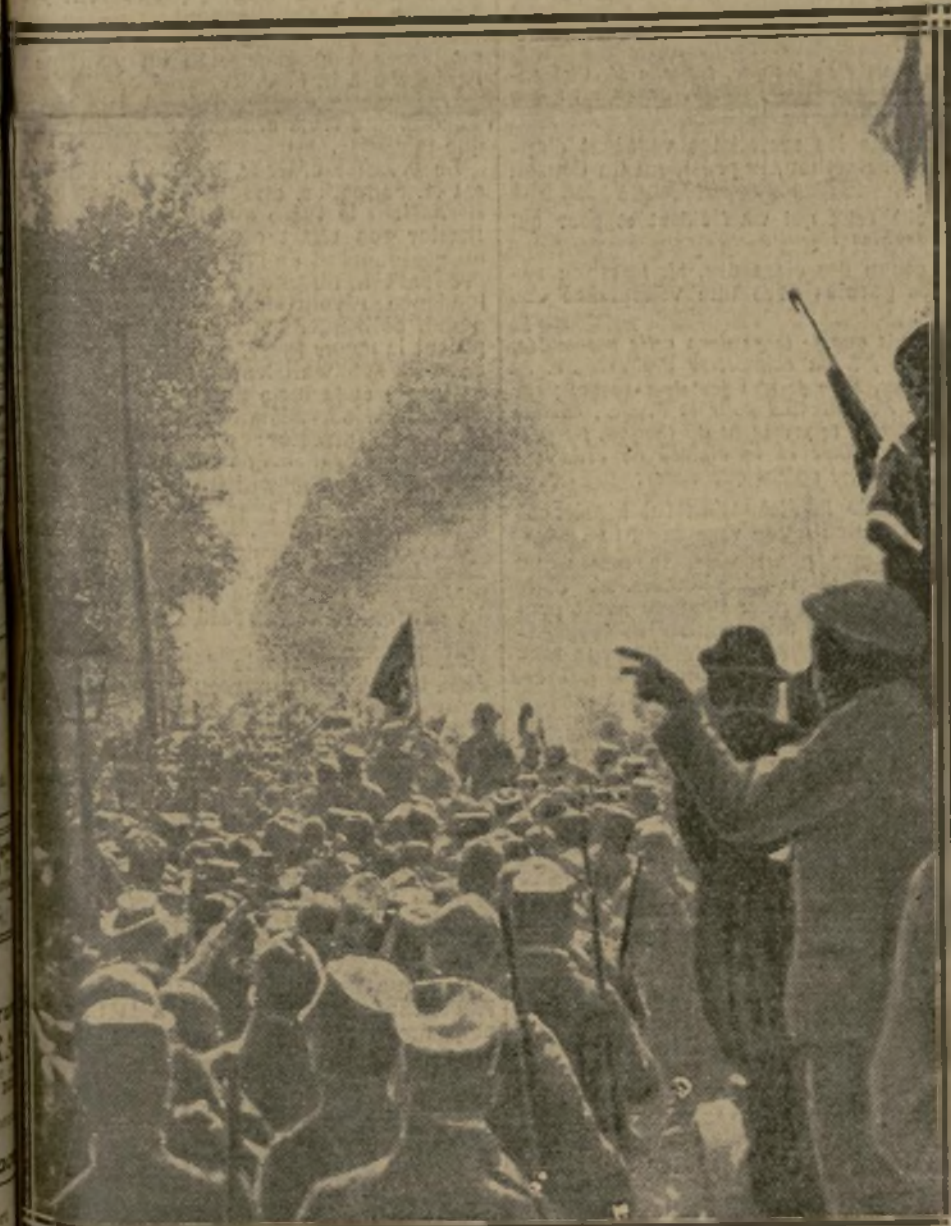
12 SEPT., 11 H. — LES VOLONTAIRES PASSENT LA FRONTIÈRE DE FIUME



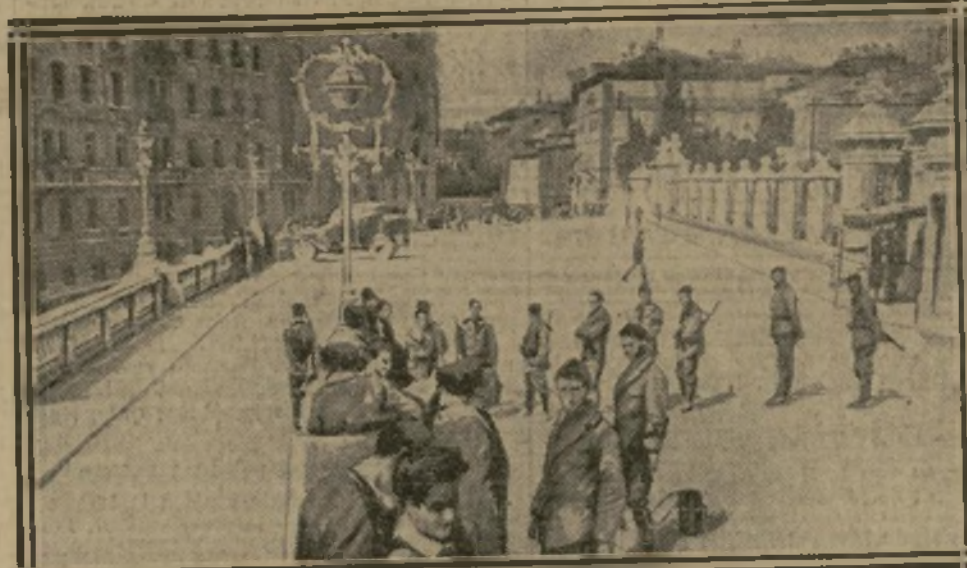
12 SEPT., 11 H. 1/2. — LE DÉFILÉ DES ARDITI ET VOLONTAIRES DE FIUME



12 SEPT., 11 H. 1/2. — D'ANNUNZIO FOULE LE SOL DE FIUME



12 SEPT., 12 H. — L'AUTO DE D'ANNUNZIO BOULEVARD DU 17-NOVEMBRE



12 SEPT., 15 H. — LES VOLONTAIRES GARDENT LES RUES DE FIUME



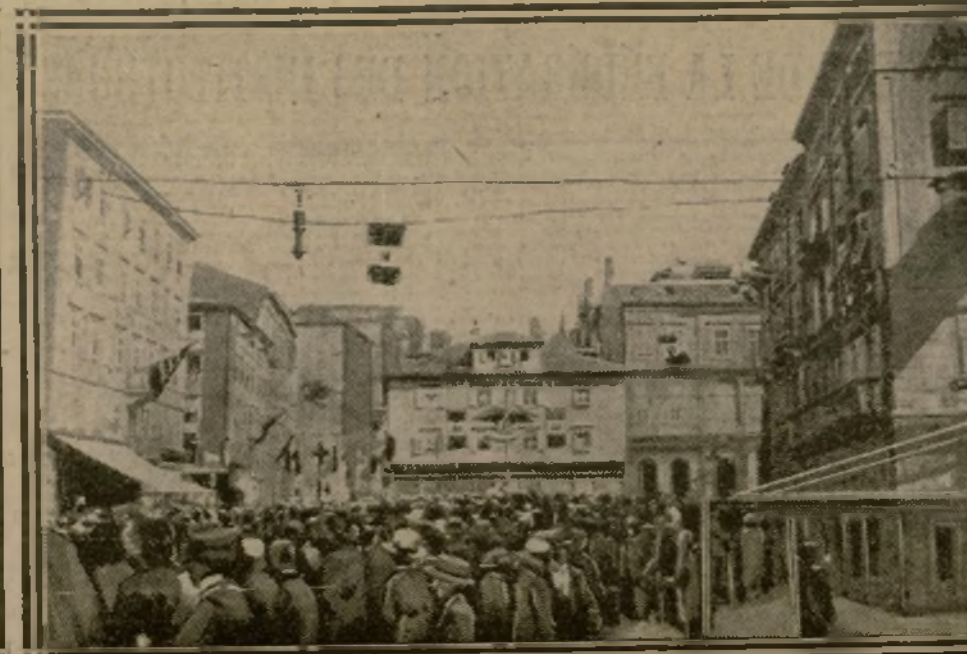
12 SEPT., 18 H. — LE CUIRASSÉ "DANTE-ALIGHIERI" NE REPARTIRA PAS



14 SEPT., 10 H. — LES TROUPES FRANÇAISES S'EN VONT VERS SUSSAK



14 SEPT., 11 H. — CASERNE ANGLAISE ÉVACUÉE GARDÉE PAR LES ARDITI



14 SEPT., 14 H. — LA FOULE ENTHOUSIASTE SUR LA PLACE DANTE



14 SEPT., 15 H. — LE PONT QUI RELIE FIUME A SUSSAK EST GARDÉ

Voici, groupés dans l'ordre chronologique, les premiers instantanés arrivés à Paris de la romanesque expédition de d'Annunzio à Fiume. Ils nous montrent d'abord le dictateur en uniformes de colonel et ses partisans arrivant à la frontière de l'Istrie et foulant pour la première fois la terre qu'ils viennent conquérir.

rir. Les contingents alliés sont partis, et dans la ville en fête on acclame d'Annunzio, ses arditi et ses volontaires, dont le nombre augmente rapidement. On remarquera sur l'une des photos le pont, gardé militairement, qui sépare la ville de Fiume proprement dite du faubourg purement yougo-slave de Sussak.

PLUS DE DIX MOIS APRÈS L'ARMISTICE

En violation des clauses du désarmement l'Allemagne ne nous a livré aucune "bertha"

Pour justifier les délais apportés à la livraison des pièces à longue portée, Berlin a argué des troubles intérieurs de l'Allemagne, de l'insuffisance des transports, etc.

AUCUN TECHNICIEN FRANÇAIS N'A VU CES PIÈCES

M. Lehoucq, député, propose que le bois de Crépy-en-Laonnois, où étaient installées les premières "berthas", soit acquis par l'Etat comme propriété nationale.

Les Parisiens auraient-ils oublié les quelques heures d'émotion vive que leur procurèrent les canons à longue portée braqués sur la capitale ? Pendant plus de six mois, en 1918, les berthas fournirent à la presse une rubrique fort régulière. A quelques tragiques exceptions près — entre autres, le Vendredi Saint de l'église Saint-Gervais — leurs obus firent plus de bruit que de mal. Les Parisiens s'y accoutumèrent si bien, que la vie normale de Paris n'en fut pas troublée. A peine romarquait-on l'exode, exagérément prudent, de quelques personnes, qui se découvrirent des intérêts impérieux en province...

Et puis, ce fut l'armistice, consacrant la victoire tant attendue. On ne parla plus des berthas. On n'y pensa plus. Elles étaient tout à fait sorties de l'actualité.

Mais la discussion du traité de paix vient de remettre à l'ordre du jour ces diaboliques pièces, puisque les clauses du désarmement de l'Allemagne stipulent que celle-ci nous doit livrer toute son artillerie lourde. En outre, M. Charles Lehoucq, député, a déposé sur le bureau de la Chambre une proposition de loi tendant à inviter le gouvernement à acquiescer, comme propriété nationale, le bois de Crépy-en-Laonnois, où étaient installés les premiers gros canons allemands.

Tout naturellement, des questions se posent : — Que sont devenues les berthas ? — Si les berthas sont livrées, où sont-elles ?

— Si elles ne sont pas livrées, qu'attend-on pour les exiger de l'Allemagne ? Nous sommes allés aux informations. Les informations, en cette matière, ne laissent point d'être difficiles...

En dépit de ces difficultés, nous avons acquis quelques certitudes. Pendant leur repli, après la signature de l'armistice, les Allemands ont emporté toutes les berthas, ne laissant que les emplacements détonnés et les pivots des pièces monstrueuses.

On ignore complètement le nombre des pièces de ce genre construites, ou qui demeureraient en construction dans les usines Krupp.

L'Allemagne n'en a livré aucune spécimen à la France — ni, que l'on sache, à aucune des nations alliées — en dépit des promesses faites et de mises en demeure réitérées.

On ne sait même pas où les pièces à longue portée qui peuvent exister encore se trouvent en Allemagne. On ne sait pas davantage sur quels plans et sur quelles données scientifiques elles furent construites !

Le gouvernement allemand a fait la sourde oreille à toutes les injonctions des Alliés relatives aux berthas. Pour justifier les délais apportés à la livraison des pièces à longue portée, Berlin a argué des troubles intérieurs de l'Allemagne, de l'insuffisance des transports, de l'insécurité politique et de vingt autres prétextes, dont le meilleur ne valait rien.

Les berthas restent en Allemagne... et elles gardent tout leur mystère sinistre. Nous tenons, de bonne source, qu'aucune de ces pièces n'a été examinée par des techniciens français, et que les seuls renseignements que l'on possède sur leur mécanisme balistique ont été fournis par des prisonniers, dont les déclarations suspectes restent sans contrôle possible.

Alors... **POURQUOI M. LEBOUCQ A FAIT SA PROPOSITION**

Au sujet de sa proposition de loi invitant à acquiescer comme propriété nationale le bois de Crépy-en-Laonnois, M. Lehoucq nous a fait la déclaration suivante :

Je me suis rendu compte par moi-même de l'exploitation touristique organisée autour du petit bois de Crépy-en-



M. LEBOUCQ (Phot. Henri Manuel).

gardaient pas de si près : il est vrai qu'on montrait aux soldats de passage l'amphithéâtre des maisons de Laon, à quelque vingt kilomètres, en leur disant : « C'est là, Paris. »

Je voudrais qu'on reconstituât l'emplacement d'une bertha, tel qu'il existait. Il ne reste, en ce moment, que la cuve détonnée, la casemate de protection pendant le tir, les abris pour loger les hommes, et les rails. On m'a affirmé que, le jour de l'armistice, une des pièces de rechange a été saisie en Belgique : je voudrais qu'on la ramenât sur place. En tout cas, le bois lui-même est désormais dans l'histoire. Il faut qu'on puisse visiter, intact, ce point de France, d'où les gros obus, bondissant entre les mamelons du Mont-de-Joie, prenaient leur course formidable pour menacer Paris — impassible, dédaigneux, héroïque.

Quant à l'achat du bois, j'indique dans ma proposition que le gouvernement n'a pas à en examiner les moyens financiers : le jour même où la loi sera votée, une souscription parisienne en couvrira le prix. Il faut que ce souvenir de gloire soit acheté par le peuple de Paris, qui en a déjà payé la propriété par son sang.

Une bagarre entre Français et Allemands à Sarrebrück

BERLIN, 24 septembre. — On annonce de Sarrebrück au Berliner Lokal-Anzeiger :

Une grave collision est survenue entre des bourgeois de Sarrebrück et des soldats français. Du côté français, cent hommes y ont participé. Des deux côtés, il y a eu de nombreux blessés. Beaucoup de citoyens allemands ont été arrêtés pour avoir attaqué des militaires français.

CONGO SAVON DU CONGO BLANCHEUR-TEINT VICTOR VAISSIER

LES SOUVERAINS BELGES VONT EN AMÉRIQUE

Le roi et la reine des Belges viennent de s'embarquer, dans le port d'Ostende, à destination de New-York. Ils ont pris place, en compagnie du prince Léopold, héritier de la couronne, à bord du "George-Washington", que le président Wilson leur avait envoyé pour accomplir la traversée de Belgique en Amérique.

LE BUREAU DE LA FÉDÉRATION DES INSTITUTEURS

PHOTOGRAPHIE PRISE, HIER, À L'ISSUE DE LA SÉANCE DU CONGRÈS

De gauche à droite : Mme Mauger, secrétaire générale ; Mme Deghlaghe, institutrice à Lille ; M. Ruessel, président ; M. Montjodin, vice-président ; M. Cadalen, trésorier ; M. Gay, secrétaire adjoint ; rapporteur du projet de transformation des Amicales en syndicats adhérents à la C. G. T., projet voté hier après-midi.

Ayuntamiento de Madrid

LE DÉLÉGUÉ DU CONSEIL SUPRÊME A BUCARES!

SIR GEORGE CLERK (à droite) ET SON SECRÉTAIRE, M. LEEPER

C'est le 24 septembre que cette photographie a été prise par notre correspondant particulier, à Bucarest. On y voit le diplomate britannique, qui a reçu du Conseil suprême le mandat de remettre au gouvernement roumain les notes des Alliés, retournant à son hôtel après avoir accompli sa mission.

LE ROI ALBERT, AU DÉPART, A BORD DU "GEORGE-WASHINGTON"

Le roi et la reine des Belges viennent de s'embarquer, dans le port d'Ostende, à destination de New-York. Ils ont pris place, en compagnie du prince Léopold, héritier de la couronne, à bord du "George-Washington", que le président Wilson leur avait envoyé pour accomplir la traversée de Belgique en Amérique.

APRÈS LE SURSIS D'EXÉCUTION

LENOIR SERA CONFRONTÉ VENDREDI OU SAMEDI AVEC M. J. CAILLAUX

M. Ignace, sous-secrétaire d'Etat à la Justice militaire, a transmis le dossier de l'affaire au Parquet de la Haute Cour.

M. Antonin Dubost a convoqué d'urgence M. Pérès, président de la commission d'instruction.

M. Lescaud, procureur général près la Cour de justice, a eu, hier matin, un long entretien avec M. Edouard Ignace, sous-secrétaire d'Etat à la Justice militaire, au sujet de l'affaire Lenoir.

A la suite de cette conférence, M. Lescaud a été saisi, à midi, par M. Edouard Ignace, des révélations de Pierre Lenoir et de l'avis de la commission de révision. Sur ce qu'il soit procédé à un supplément d'information visant uniquement les révélations de Lenoir, en ce qui concerne l'affaire Caillaux et, plus spécialement, le rôle joué par l'ancien ministre des Finances au cours des négociations avec l'Allemagne relatives à l'achat du Journal.

A 4 heures de l'après-midi, cette requête a été remise par M. Lescaud à M. Antonin Dubost, président de la Haute Cour, qui a convoqué d'urgence M. Eugène Pérès, président de la commission d'instruction, actuellement absent de Paris.

En vertu de l'article 303 du Code d'instruction criminelle, le président de la Haute Cour peut, même après l'arrêt de la commission d'instruction — qui statue, on le sait, comme chambre de mise en accusation — faire procéder à tout supplément d'information, soit par lui-même, soit par toute personne qu'il lui plaira de désigner. Il est vraisemblable que M. Pérès sera chargé de cette nouvelle enquête.

De toute façon, la confrontation de M. Caillaux et de Lenoir est, dès à présent, certaine. Elle aura lieu, très probablement, vendredi ou samedi.

UN ULTIMATUM DES CHEMINOTS ANGLAIS

S'ils n'ont pas satisfaction, la grève éclatera demain

LONDRES, 24 septembre. — M. Thomas déclare qu'à moins que le gouvernement n'ait répondu d'une manière satisfaisante demain à midi la grève des cheminots commencera vendredi à midi.

A LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

Un communiqué roumain

Le Bureau de presse roumain de Bucarest communique la dépêche suivante :

Relativement aux clauses concernant les minorités, la Roumanie a proposé à la Conférence de la Paix la rédaction suivante : « La Roumanie accorde à toutes les minorités de langue et de religion qui habitent à l'intérieur de ses nouvelles frontières des droits égaux à ceux appartenant aux autres citoyens roumains. En outre, la Roumanie déclare accepter d'une manière générale toutes les dispositions que tous les Etats faisant partie de la Ligue des Nations adopteront pour leur propre territoire en cette matière. » Cette proposition de la Roumanie, basée sur le principe de réciprocité, n'a pas été acceptée par le Conseil suprême, et a été une des raisons du refus de la Roumanie de signer le traité avec l'Autriche.

Une note allemande sur Memel

Le baron von Lersner a fait parvenir au secrétaire de la Conférence une note pour prier le Conseil suprême de régler le sort de Memel, de façon à mettre fin à l'incertitude de la population.

Arrivée d'experts allemands

Hier matin, quinze experts allemands sont arrivés à l'hôtel des Réservoirs, à Versailles, dans le but de vérifier la livraison du charbon et la reconstitution des régions dévastées.

L'Autriche et les régions dévastées

BALE, 24 septembre. — On mande de Vienne :

M. Renner a adressé au gouvernement français un télégramme demandant une communication aussi rapide que possible relativement à l'utilisation des ouvriers autrichiens pour la reconstitution des territoires dévastés de la France.

L'affaire Prat-Gilbert

M. Prat, député de Seine-et-Oise, déposera, aujourd'hui, entre les mains du doyen des juges d'instruction, une plainte en tentative de corruption contre M. Gilbert.

De son côté, M. Gilbert, qui a choisi M. Lhermitte comme avocat, déclarait, hier, dans les couloirs du Palais de Justice, qu'il maintenait intégralement toute la teneur de la plainte qu'il a déjà déposée au commissariat de police du septième arrondissement contre MM. Prat et Stern.

LE BUREAU DE LA FÉDÉRATION DES INSTITUTEURS

PHOTOGRAPHIE PRISE, HIER, À L'ISSUE DE LA SÉANCE DU CONGRÈS

De gauche à droite : Mme Mauger, secrétaire générale ; Mme Deghlaghe, institutrice à Lille ; M. Ruessel, président ; M. Montjodin, vice-président ; M. Cadalen, trésorier ; M. Gay, secrétaire adjoint ; rapporteur du projet de transformation des Amicales en syndicats adhérents à la C. G. T., projet voté hier après-midi.

Ayuntamiento de Madrid

LE DÉLÉGUÉ DU CONSEIL SUPRÊME A BUCARES!

SIR GEORGE CLERK (à droite) ET SON SECRÉTAIRE, M. LEEPER

C'est le 24 septembre que cette photographie a été prise par notre correspondant particulier, à Bucarest. On y voit le diplomate britannique, qui a reçu du Conseil suprême le mandat de remettre au gouvernement roumain les notes des Alliés, retournant à son hôtel après avoir accompli sa mission.

LE ROI ALBERT, AU DÉPART, A BORD DU "GEORGE-WASHINGTON"

Le roi et la reine des Belges viennent de s'embarquer, dans le port d'Ostende, à destination de New-York. Ils ont pris place, en compagnie du prince Léopold, héritier de la couronne, à bord du "George-Washington", que le président Wilson leur avait envoyé pour accomplir la traversée de Belgique en Amérique.

LE TRAITÉ DE PAIX A LA CHAMBRE

Qu'advient-il si les États-Unis rejettent le pacte de la Société des Nations ?

Cette question, posée par M. Barthou, qui estime que dans cette éventualité les garanties données à la France n'existeraient plus, donne lieu à un vif incident.

M. CLEMENCEAU RÉPOND AU RAPPORTEUR GÉNÉRAL

Il déclare qu'il y aurait, dans ce cas, une Société des Nations dont, provisoirement, les États-Unis ne feraient pas partie, mais que le traité de paix serait néanmoins complet.

Un vif incident a marqué, hier, à la Chambre, la discussion du traité de paix. Revenant à la tribune après M. Tardieu, qui avait répondu aux observations présentées la veille par M. Louis Marin sur les garanties militaires, et M. Stephen Pichon, qui avait exposé le fonctionnement futur de la Société des Nations, M. Louis Barthou, rapporteur général de la commission de la Paix, posait une question à laquelle le gouvernement a répondu par une déclaration qui donnait un caractère d'actualité particulière.

— En dehors de l'occupation de la rive gauche du Rhin, disait M. Barthou, les garanties que le traité nous apporte sont la Société des Nations et les traités d'alliance avec l'Angleterre et les États-Unis, traités qui ne valent que si nous vivons par la Société des Nations et que si nous sommes acceptés par le Conseil de cette dernière.

J'ai le ferme espoir que les États-Unis ratifieront le traité ; mais, entre l'espérance et la certitude, il y a une période d'angoisse, et, comme il est certain que notre débat se terminera avant que le débat ait commencé aux États-Unis, c'est-à-dire avant que nous ayons une certitude, il faut envisager la pire des hypothèses !

Le rapporteur général posa donc cette question :

Si le Sénat américain ne ratifie pas le pacte de la Société des Nations, quelle sera la situation de la France ?

Très applaudi M. Barthou rappela que la force donnée à l'idée de la Société des Nations était venue d'Amérique :

Le président Wilson a fait cette idée, dit-il, il a exigé que le pacte fut placé en tête du traité et en fut la clef de voûte. Et nous pourrions admettre cette hypothèse que la Société des Nations fonctionnerait au début des États-Unis d'Amérique ? Je me refuse à envisager cette hypothèse.

Le rapporteur général répéta avec force :

J'espère fermement que le Sénat américain ratifiera le pacte de la Société des Nations. Mais il pourrait malheureusement arriver qu'il ne le ratifie pas. Qu'arriverait-il dans ces conditions ? Quelles seraient les garanties de la France ? Je pose la question au gouvernement. Dans l'hypothèse que j'ai prévue, que vaut le traité, que valent nos garanties, que vaut l'avenir, que vaut la fortune de la France ?

La réponse de M. Pichon

M. Stephen Pichon répondit qu'aux termes du traité il n'était pas douteux que la Société des Nations pouvait exister même si les États-Unis n'en font pas partie.

Juridiquement, dit-il, la chose n'est pas contestable. L'article 3 du traité, qui prévoit l'enregistrement, est en concordance parfaite avec l'article 18 du pacte. Evidemment, nous ne pouvons que souhaiter que le Sénat américain adhère au pacte, mais si l'événement contraire se produisait, la solution juridique que j'ai indiquée n'est pas douteuse, je le répète, sans méconnaître la gravité des observations apportées ici par M. Barthou.

De vives acclamations accueillirent les paroles du ministre des Affaires étrangères. Vigoureusement applaudi sur un grand nombre de bancs, M. Barthou revint à la charge, s'adressant au président du Conseil, l'adjurant de dissiper l'angoisse qui pesait sur l'assemblée.

M. Clemenceau à la tribune

M. Clemenceau monta ainsi à la tribune, au milieu d'un silence impressionnant. Très brièvement, il déclara que, sans les luttes de partis qui sont, aux États-Unis, le fait de la politique intérieure, le traité serait voté à l'unanimité par le Sénat américain.

Il persiste, d'ailleurs, à espérer que cette assemblée ratifiera le traité.

Dans le cas contraire, dit-il, il y aurait une Société des Nations dont les États-Unis ne feraient pas partie. Ce serait, l'avoue, une singulière ironie de la destinée, mais c'est là une chose tout à fait en dehors du traité d'alliance.

Il indiqua que, dans ce cas, la Ligue des Nations ne comprend pas les États-Unis, le traité sera néanmoins complet.

M. Clemenceau ajouta de sa voix tranchante, s'adressant à M. Barthou :

Si l'opération consiste à demander l'ajournement indéfini du vote du traité, faites, mais vous ferez sans nous !

A ces derniers mots, de violentes rumeurs s'élevèrent dans la salle.

Vif incident

Debout au banc de la commission, M. Barthou répliquait de sa voix claironnante :

— La Chambre me permettra de m'étonner, comme rapporteur général, usant d'un droit incontestable, en usant avec modération, j'ai posé une question au gouvernement.

J'aimais mieux que le usage chargé de fouder crève ! s'écria M. Clemenceau.

M. Barthou continuait :

— La question est de savoir si le Parlement, qui a été écarté des négociations, a le droit de

poser des questions sans que M. le président du Conseil demande s'il y a lieu de ne pas quelle opération politique. Si le débat dure, le pays apprendra de quel côté viennent les tentatives de la commission, de la Chambre ou du gouvernement.

Les répliques se croisent

Le rapporteur général ajouta, s'adressant à M. Clemenceau :

— Ne dites pas qu'il y a une manœuvre d'ajournement, je tiens cette affirmation pour une injure et je ne l'accepte pas. Quel que soit le motif pour élargir le débat, la question demeure la même : la France a-t-elle des garanties de protection suffisantes si les États-Unis n'adhèrent pas dans la Ligue ? Pouvons-nous accepter que le Conseil de la Société des Nations se constitue sans les États-Unis, et qu'on nous donne une sorte de pavane des garanties exposées devant la Chambre ?

— L'article 3 du traité stipule que les traités resteront en vigueur jusqu'à ce que le Conseil de la Société des Nations offre des ga-

ranties suffisantes, répliqua M. Clemenceau. Cet article n'a pas trait à la situation présente.

— Quelle sera, insista M. Barthou, la situation de la France demain, dans deux ans, dans cinq ans, si les États-Unis ne font pas partie de la Ligue ?

— Si vous êtes logique, francha M. Clemenceau, demandez l'ajournement jusqu'à ce que les États-Unis aient ratifié.

Et comme les socialistes venaient d'applaudir M. Barthou, le président du Conseil ajouta :

— Voilà ceux qui vous aident et pour qui vous travaillez !

Au milieu des clameurs, M. Barthou releva ces paroles avec une véhémence extrême :

— Depuis que je siège dans cette assemblée, s'écria-t-il, j'ai pu commettre des erreurs. Je l'ai reconnu. Mais je n'ai jamais travaillé pour personne. J'ai travaillé pour la France, comme vous, monsieur le président du Conseil. Respectez l'indépendance et la dignité de ceux qui aiment la France autant que vous !

La suite de la discussion fut ainsi renvoyée au milieu d'une vive agitation.

La Chambre avait voté, le matin, un projet de crédits additionnels. A cette occasion, M. Emmanuel Brousse avait protesté, une fois de plus, contre les gaspillages et signalé les bénéfices scandaleux réalisés par certains fournisseurs de la guerre.

M. Ahranti, sous-secrétaire d'Etat, avait d'ailleurs déclaré que le gouvernement envisageait des mesures propres à faire restituer les bénéfices exagérés.

Léopold BLOND.

L'affaire Judet

Dans la journée d'hier, le commandant Abert a continué et terminé, avec M. Montjodin, le dévouement de certains documents confiés à ce dernier par M. Judet, avant son départ pour la Suisse.

L'officier rapporteur a également entendu Mlle Irénée-Marie Mazel, femme de chambre de Mme Boscard, qui a poursuivi sa déposition de la veille, de même qu'un autre témoin dont le commandant Abert n'a pas voulu faire connaître le nom.

CE QUE DIT M. LAFFERRE

ministre de l'Instruction publique

Dès que nous avons eu la nouvelle de l'adhésion des instituteurs à la C. G. T., nous nous sommes rendus rue de Grenelle.

BOREALE UNIQUE pour Laver Linge et Tissus

LE DÉLÉGUÉ DU CONSEIL SUPRÊME A BUCARES!

SIR GEORGE CLERK (à droite) ET SON SECRÉTAIRE, M. LEEPER

C'est le 24 septembre que cette photographie a été prise par notre correspondant particulier, à Bucarest. On y voit le diplomate britannique, qui a reçu du Conseil suprême le mandat de remettre au gouvernement roumain les notes des Alliés, retournant à son hôtel après avoir accompli sa mission.

LE ROI ALBERT, AU DÉPART, A BORD DU "GEORGE-WASHINGTON"

Le roi et la reine des Belges viennent de s'embarquer, dans le port d'Ostende, à destination de New-York. Ils ont pris place, en compagnie du prince Léopold, héritier de la couronne, à bord du "George-Washington", que le président Wilson leur avait envoyé pour accomplir la traversée de Belgique en Amérique.

LE BUREAU DE LA FÉDÉRATION DES INSTITUTEURS

PHOTOGRAPHIE PRISE, HIER, À L'ISSUE DE LA SÉANCE DU CONGRÈS

De gauche à droite : Mme Mauger, secrétaire générale ; Mme Deghlaghe, institutrice à Lille ; M. Ruessel, président ; M. Montjodin, vice-président ; M. Cadalen, trésorier ; M. Gay, secrétaire adjoint ; rapporteur du projet de transformation des Amicales en syndicats adhérents à la C. G. T., projet voté hier après-midi.

Ayuntamiento de Madrid

LE DÉLÉGUÉ DU CONSEIL SUPRÊME A BUCARES!

SIR GEORGE CLERK (à droite) ET SON SECRÉTAIRE, M. LEEPER

C'est le 24 septembre que cette photographie a été prise par notre correspondant particulier, à Bucarest. On y voit le diplomate britannique, qui a reçu du Conseil suprême le mandat de remettre au gouvernement roumain les notes des Alliés, retournant à son hôtel après avoir accompli sa mission.

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES DU MATIN

"CE QU'A FAIT D'ANNUNZIO JE VOULAIS LE TENTER"

NOUS DIT LE GÉNÉRAL GARIBALDI

La situation en Italie est très grave, ajoute le grand ami de la France.

Les journaux italiens annonçaient, avant-hier, que le président du Conseil, M. Nitti, avait chargé le général Peppino Garibaldi d'une mission à Fiume, auprès de Gabriele d'Annunzio. Le général Garibaldi — au contraire — est venu à Paris pour assister à la cérémonie qui aura lieu dimanche, aux Invalides, en l'honneur des volontaires étrangers qui se sont battus pour la France.

C'est que, en effet, ce beau soldat, que nous sommes allés voir hier soir à l'hôtel où il est descendu, aura droit dimanche, à une place d'honneur aux Invalides. Petit-fils du grand Garibaldi, qui seul avec quelques milliers de compagnons, représenta, en 1870, l'aide de l'Europe à la France, il fut, avec ses cinq frères, un des premiers à s'engager au mois d'août 1914. Deux de ses frères tombèrent au champ d'honneur. Les Garibaldiens se battirent en héros dans les Argonne. Et lorsqu'en 1915 l'Italie intervint à son tour dans la guerre le général Peppino Garibaldi continua à se battre, à la tête de sa brigade des Alpes, qui se couvrit de gloire, d'abord dans le Trentin, ensuite à la Montagne-Le-Biguy.

Nous avons demandé au général Peppino Garibaldi de bien vouloir nous dire son opinion sur la situation en Italie.

— Mes impressions peuvent se résumer en quelques mots, répondit le général. La situation en Italie est grave, très grave même. Bien plus grave, en tout cas, que l'on peut l'imaginer à l'étranger.

Le peuple italien a été d'abord mécontent et déçu de l'accueil que toutes ses revendications ont reçu à la Conférence de la paix, et surtout de la manière avec laquelle on a traité le problème Adriatique, qui est, parmi tous les problèmes qui l'intéressent, celui qui le passionne le plus.

— Mais l'opinion française...

— Je sais, interrompit le général, et toute l'Italie sait comme moi quels sont les véritables sentiments du peuple français, ainsi que ceux des peuples anglais et américains.

— Mais voilà, ajoute Garibaldi avec un soupir amer, cela ne suffit pas. Il y avait la Conférence à Paris, si nous avions pu, la France aussi bien que l'Italie, ar-

ranger nos affaires ensemble, il y a longtemps que tout serait liquidé au mieux de nos intérêts et de nos sentiments!

« Et je suis, pour ma part, infiniment heureux de l'attitude très amicale que M. Clemenceau a prise à notre égard, relativement à la question de Fiume. Croyez bien que l'Italie tout entière partage ce sentiment de vive reconnaissance envers la France.

— Mais la situation en Italie? questionnons-nous.

Le gouvernement est avec le peuple

— Elle est d'autant plus sérieuse qu'il n'y a point d'homme ni de force capables d'empêcher le peuple — tout le peuple, y compris les syndicalistes — de vouloir Fiume italienne. Le gouvernement, lui-même, est avec le peuple.

« Si l'on était autrement, il n'aurait plus à sa suite ni un soldat, ni un marin.

« D'Annunzio a derrière lui le pays, parce qu'au-dessus de sa personne se trouve le plus grand idéal national qui ait jamais agité un peuple de 40 millions d'habitants.

« D'ailleurs, je dois vous avouer que d'Annunzio m'a précédé de quelques jours, peut-être de quelques heures.

« Ce qu'il a fait, lui, je voulais le faire, moi. Je comptais rentrer dans la ville aussitôt après le départ des troupes régulières italiennes. D'Annunzio ne s'est pas résisté aux appels pressants de nos frères fumiens — car les fumiens sont italiens, croyez-le bien — et il précipita les événements. Aujourd'hui, tout ce qui est italien ne peut pas ne pas être avec le grand poète de la péninsule.

« Mais ne craignez-vous pas que les socialistes officiels ne profitent de la circonstance pour créer des désordres? »

— Non. Cela leur serait impossible.

— Comment, des lors, envisagez-vous l'avenir?

— Il est difficile, à l'heure actuelle, de prévoir ce qui va se passer. Demain, jeudi, le conseil de la Couronne se réunira à Rome. Ce qui sera décidé, nous l'attendons.

« Et le général Garibaldi, dont la voix a des accents si purs, presque de commandement, prononce ces derniers mots avec plus d'énergie encore.

L'ITALIE ATTEND AVEC ANXIÉTÉ LE RÉSULTAT DU CONSEIL DE LA COURONNE

Il n'est point douteux que la situation créée par l'équipée de d'Annunzio, à Fiume, ne s'aggrave chaque jour. Le gouvernement italien se trouve dans un embarras extrême en raison de l'immunité qu'il rencontre dans l'armée et la marine en faveur des équipages de Fiume. Vainement, il a tenté de faire appel au sentiment du danger que court l'Italie dans les circonstances actuelles; il se heurte à la sympathie générale provoquée, dans la péninsule, par le geste de d'Annunzio et de ses compagnons. Et, à ce sujet d'inquiétude, vient de s'ajouter le mécontentement causé par la méthode de temporisation à laquelle il a eu recours le gouvernement.

Rien ne saurait mieux démontrer les soucis actuels du cabinet Nitti que la convocation du conseil de la Couronne, convocation qui n'a pas eu lieu depuis plus d'un demi-siècle, même à la veille du jour où l'Italie lui cause comme avec les Alliés et se jeta résolument dans le conflit mondial.

Récomposé, l'Italie obtenait l'agrément, d'abord de M. Clemenceau, puis de M. Lloyd George à la formule de solution qu'elle proposait pour régler le problème de Fiume, solution qui consistait à attribuer la ville à l'Italie et à internationaliser le port et les voies ferrées, de telle manière que le débouché économique nécessaire aux Yougo-Slaves soit réalisé. Il manque l'acquiescement du président Wilson; si l'état donne la solution, s'élèvera immédiatement la question de savoir si le cas de Fiume est conforme aux vœux du peuple italien, les plus graves conséquences seraient à envisager.

Le gouvernement italien a-t-il reçu la réponse des Etats-Unis? Les nouvelles à ce sujet sont contradictoires. Nous serons peut-être fixés dans quelques heures. Espérons que celle sera celle qui puisse aboutir à l'apaisement de passions remuées profondément en Italie par les événements de ces jours derniers. — JEAN MÉNÉVAL.

Le conseil de la Couronne

ROME, 24 septembre. — La convocation du conseil de la Couronne a surpris les milieux politiques. C'est, en effet, un acte solennel dont on ne connaît pas de précédents dans la politique italienne, bien qu'il soit parfaitement constitutionnel, et qu'un grand nombre d'hommes politiques aient le titre de « conseillers de la Couronne ».

Quant à la date fixée pour le 27, on dit qu'elle dépendait de la réponse de M. Wilson, qu'on attendait toujours et qu'on espérait avoir à cette date.

Voici d'ailleurs la liste des personnalités qui prendront part à ce conseil de la Couronne :

Le président du Conseil des ministres et le ministre des Affaires étrangères, les anciens présidents du Conseil Salandra, Luzzatti, Boselli, Giolitti, Sonnino et Orlando, le général Diaz, chef de l'état-major de l'armée; l'amiral Thaon di Revel, chef d'état-major de la marine; le ministre de la Guerre, général Albertini; et le ministre de la Marine, amiral Sestini.

Les présidents de la Chambre et du Sénat, MM. Marcora et Bonasi; les députés Sacchi, Modà, Barzilai, Bissolati, Perrati et Todorini, représentant les différents groupes parlementaires.

On croit, toutefois, que M. Turati, bien que personnellement disposé à intervenir, finira par s'abstenir à la suite de la délégaration que son parti prendra. On se rappelle que, lorsque M. Tittori prit le pouvoir, il convoqua les chefs des groupes parlementaires, le groupe socialiste interdit à MM. Turati et Modigliani d'intervenir.

La situation ministérielle

ROME, 24 septembre. — On a parlé beaucoup ces jours-ci d'un désaccord Nitti-

Tittoni. Ce dernier n'aurait pas caché son mécontentement pour l'attitude prise tout d'abord par M. Nitti vis-à-vis de d'Annunzio, lors de son premier discours; sa retraite à la Manzanara aurait eu pour but de marquer qu'il se désolidarisait du chef du gouvernement.

En ce qui concerne ce dernier point, nous pouvons assurer que l'interprétation de l'incident est inexacte. M. Tittoni, étant encore à Paris, et antérieurement à l'arrivée de d'Annunzio, avait manifesté l'intention de se rendre pour deux ou trois jours à la Manzanara. Le ministre est d'ailleurs, comme l'on sait, déjà revenu à Rome.

Un conseil de cabinet à Belgrade

BELGRADE, 24 septembre. — Le Conseil des ministres s'est réuni hier, de 10 heures à midi, sous la présidence du prince régent.

Au cours de cette séance, M. Trumbitch a fait un rapport complet sur la question de l'Adriatique et sur la phase où cette question est arrivée.

L'amiral Cagni est parti pour Fiume

ROME, 24 septembre. — On mande de Turin à la Tribuna :

« L'amiral Cagni est parti pour Fiume. Ce départ démontre tous les bruits sur son refus.

« L'amiral Cagni s'était rendu à Torre Pellice, où réside sa famille; il est aussitôt reparti pour Venise. »

Un incident sur la ligne de démarcation

BELGRADE, 23 septembre. — On communique la dépêche suivante de Split :

« Ce matin, de bonne heure, un détachement italien, dont l'effectif n'a pu encore être établi, a franchi la ligne de démarcation, près de Tognine, accompagné de plusieurs automobiles blindées. Le détachement a pénétré dans Tognine et s'y est arrêté, après avoir attaqué une dizaine de soldats yougo-slaves, qui ont opposé une résistance acharnée. Nos troupes se sont alors portées à la rencontre du détachement italien. A midi, on ne signalait encore aucune rencontre.

Deux vaisseaux de guerre américains sont partis pour Tognine.

L'amiral italien Millo a informé officiellement le commandant américain que le détachement se composait de mutins en fuite, qui agissaient de leur propre initiative.

L'opinion américaine

NEW-YORK, 24 septembre. — Un article publié par M. David Lawrence indique que le président, au cours des discours qu'il a prononcés, n'a pas spécifiquement mentionné les incidents de Fiume. D'une façon générale, il a averti ses auditeurs que si la Ligue des nations n'était pas promptement mise en vigueur, il fallait s'attendre à des troubles sérieux dans la partie sud-orientale de l'Europe.

Il considère pourtant que ce n'est pas la guerre, mais la pression économique qui doit être l'arme principale pour ramener d'Annunzio à la raison, et empêcher par la suite toute velléité de manifestation de ce genre.

La souscription nationale

ROME, 24 septembre. — Les journaux annoncent que le capitaine Giulietti, secrétaire de la Fédération des travailleurs de la mer, a versé 50.000 lire à la souscription pour Fiume italienne.

For roux et blanc, portant collier provisoire, repoussant au nom de Tobey, a été perdu probablement à Versailles. — Le rapporteur 47, rue du Parc-de-Clagny, à Versailles, contre récompense.

LE CONFLIT DES MUSIC-HALLS

LES DIRECTEURS DE SPECTACLE REFUSENT DE N'ENGAGER QUE DU PERSONNEL SYNDIQUÉ

Quelle décision prendront les délégués du syndicat ? Sera-ce la grève ?

Le conflit, qui semble apaisé, pour le moment, dans les théâtres va-t-il se rallumer dans les music-halls ? On dirait d'un incendie mal éteint, qui se rallume tantôt sur un point, tantôt sur un autre, suivant le caprice du vent.

Hier, les directeurs de music-hall se sont réunis, sous la présidence de M. Dufrenoy; MM. Combes, Léon Volterra, Dervall, Franck, etc., assistaient. A l'unanimité, les directeurs prirent la résolution d'opposer à la demande du syndicat concernant l'exclusion du personnel non syndiqué un refus formel.

Les délégués de la Fédération du spectacle composant le comité intersyndical furent introduits auprès des directeurs. Ils reçurent la réponse suivante :

« Nous pourrions discuter sur la question des salaires, sur la question du règlement intérieur. Mais nous nous refusons, à l'unanimité, à signer une clause quelconque qui nous obligerait à l'engager, dorénavant, un personnel syndiqué, à l'exclusion de tout autre.

Les délégués de la Fédération du spectacle s'inclinèrent. Commencée à 5 heures, l'entrevue prenait fin à 5 h. 3.

Sera-ce la grève ?

Nous avons pu joindre M. Combes, à l'issue de la réunion.

« Notre décision est irrévocable, nous a-t-il dit. Et nous nous attendons à la guerre, si guerre il y a, avec sérénité. Nous ne tolérons pas que, sous un régime de liberté, on nous impose une telle servitude, un tel système d'oppression à l'égard des employés que nous avons depuis quinze ans !

« Et si demain, après-demain, la Fédération du spectacle déclare la grève ?

« La grève portée 2... qui attendait nos établissements à l'improviste, l'un après l'autre ? Oui, je sais. Eh bien ! nous nous y attendons, déclare M. Combes. Nous jouerons quand même, avec des moyens de fortune !

Que va faire la F. S. ?

Les délégués de la Fédération du spectacle, MM. Bary, Legris, Campana, Kieffer, Watson, ont tenu, aussitôt après leur entrevue avec les directeurs, une réunion. Aucune décision n'a été prise. De nouvelles conférences auront lieu aujourd'hui. Si l'on en croit certains milieux, on s'attend à la Fédération du spectacle, optimiste, quant à l'issue du conflit. « Les directeurs refusent... mais ça s'arrangera ! »

Les directeurs de théâtre

Le bruit courait également, hier, que huit directeurs de théâtre seraient décidés à ne pas suivre l'Amicale des directeurs dans la voie où elle s'est engagée, et se refuseraient à exclure les non-syndiqués. Les directeurs feraient connaître leur intention samedi à la prochaine réunion des directeurs. Une scission parmi eux serait donc imminente. Pour l'instant, les deux présidents des associations de directeurs de théâtre, l'Amicale des directeurs et l'Association des directeurs, MM. Alphonse Franck et Richemond, sont absents de Paris.

Denikine opère sa jonction avec les Polonais

BERNE, 24 septembre. — Le Bureau de presse suisse annonce que l'armée Denikine a fait sa jonction avec l'armée polonaise près de Kerslesne. Le renfort des deux troupes a eu un caractère entièrement amical.

Les grèves à l'étranger

327.000 grévistes dans la Fédération de l'acier

PITTSBURGH, 24 septembre. — Le secrétaire de la Fédération ouvrière de l'acier annonce que le nombre des grévistes est de 327.000.

NEW-YORK, 24 septembre. — La grève des aciéries est stationnaire; les usines sont complètement arrêtées à Youngstown (Ohio). Quelques désordres se sont encore produits : quatre hommes ont reçu des coups de couteau, ce matin, à Cleveland, au cours d'une bagarre entre grévistes et non grévistes.

La grève de l'acier devant le Sénat américain

WASHINGTON, 24 septembre. — La commission du travail du Sénat se propose d'examiner l'accusation formulée au Congrès contre la grève actuelle dans l'industrie de l'acier, qui aurait à sa base des motifs beaucoup plus dangereux que le syndicalisme et que quelques membres du Congrès ont décrié comme la première escarmouche de la guerre industrielle et le préface possible d'une plus grande guerre entre le capital et le travail.

Menace de grève des mineurs américains

CLEVELAND, 24 septembre. — Au cours d'une réunion, les travailleurs des mines ont adopté à l'unanimité le rapport du comité pour les tarifs des salaires qui préconise pour les Etats de l'Ohio, de l'Indiana et de l'Ouest de la Pennsylvanie une augmentation de 60 0/0, la journée de six heures et cinq jours de travail par semaine; les dimanches et jours fériés devront être payés le double. La grève générale devra être déclarée le 1^{er} novembre si ces conditions ne sont pas acceptées auparavant. La réunion des travailleurs des mines, qui aura lieu à Indianapolis, réglera la question des salaires pour les autres régions sur la même base.

La grève des cheminots anglais sera peut-être évitée

LONDRES, 24 septembre. — Le cabinet a discuté longuement, cet après-midi, la situation créée par la menace de grève des cheminots de fer. Il est possible que les nouveaux ententeurs aient pour résultat d'éviter le conflit.

Une communication adressée par l'Union des cheminots, à l'issue de la réunion du cabinet, fait remarquer qu'il n'aurait pas semblé exister sur le maintien des salaires payés pendant la guerre.

LE COBAYE

ar HENRI DUVERNOIS

Le docteur Emieu ne se trouvait à l'aise que dans son laboratoire. Il arrivait de bon matin, endossait sa blouse blanche avec une sorte de volupté et se coiffait d'une calotte noire qui lui donnait l'aspect d'un vieux savant, bien qu'il n'eût guère dépassé la trentaine. Il avait vu bien des fois la mort de près; cela ne le rendait pas moins timide en face des hommes. Ainsi il comptait ses expéditions sur la rive droite, et il en revenait toujours effaré. Dans les restaurants, il appelait les garçons « monsieur », acceptait la plus mauvaise place qu'on lui désignait, et avait sans protester le poison douloureux, les fruits piqués et le vin sucré. Une fois, des amis l'avaient entraîné à une soirée de fox-trot. Il en gardait le même souvenir que de son premier contact avec les fous, à l'asile de Bicêtre.

C'est dire quelle fut sa stupeur, quand, par ce bel après-midi d'automne, il se vit choisi comme confident par son collègue Mutande.

— On travaille, hein ! fit Emieu avec anxiété, car il prévoyait une conversation étrangère à la science.

Je ne peux plus travailler, répondit Mutande, je suis affreusement malheureux.

— L'estomac ?

— Non. Le cœur. J'aime.

— Cela n'a rien de triste...

— Et je ne suis pas aimé.

— Ne tournez pas à la romance...

— Hélas ! Vous n'êtes pas non plus à l'abri...

— Moi ? Par exemple ! Regardez-moi ! A la touche d'un amoureux ?

La barbe, la moustache, les cheveux du savant révélèrent une complète insouciance. Il était un peu voûté, il portait des lunettes.

— Ecoutez, Mutande, je vais vous donner un bon conseil : bûchez ferme, ne voyez plus jamais cette personne.

— Elle va venir.

— Ici ! Elle s'intéresse donc ?

— Elle va aux Salons sans s'intéresser aux tableaux; elle lit sans s'intéresser à la littérature; elle suit les courses sans s'intéresser aux chevaux; et elle se laisse courtiser sans s'intéresser à l'amour. Elle a manifesté le désir de me voir dans l'exercice de mes fonctions. Je vous cacherais pas que j'ai un faible espoir d'apparaître ici plus à mon avantage que dans un bal...

— Elle danse !

— Bien entendu.

— J'ai assisté une fois à un bal; cela m'a paru terriblement d'une sorte d'incohérence gelée...

— Emieu...

— Mon ami...

— Au cours de sa visite, il se peut que vous soyez amené à parler de moi. Quoi que vous pensiez, par charité, mettez-moi sur un piédestal. Elle sait que vous êtes célèbre. Ce que vous lui direz de moi l'impressionnera, et vous me rendrez un immense service. Elle s'appelle Mme Ostade. C'est une veuve, du meilleur monde, toute jeune.

— Je ferai mon possible, je vous le promets, bien que je n'aie pas l'élocution facile... A votre place, Mutande, je solliciterais une mission à l'étranger. L'amour n'est pas fait pour nous. C'est une distraction d'oisifs, et le pire des niveaux; il grandit les petits et il abaisse les grands. Sauvez-vous ! Etes-vous décidé à faire votre toilette toute la matinée.

Alphonse XIII à Bordeaux

BORDEAUX, 24 septembre. — Le roi d'Espagne, qui, pendant toute la durée des hostilités, n'était pas venu en France, est arrivé ici, inopiné, en automobile, ce soir, à 20 heures, venant de Saint-Sébastien; il était accompagné de M. Ormonde de Léon, ambassadeur d'Espagne à Paris, et de son aide de camp, le lieutenant-colonel Baval.

Le but de ce voyage est une consultation du professeur Moure, avec lequel le roi a dîné, ce soir, dans la plus stricte intimité.

Nous allons recevoir du charbon américain

LE HAVRE, 24 septembre. — Les vapeurs *Adelberg*, *Assenbeck*, *Wakafu*, *La Toppe* et *Contaplan* sont en route pour le Havre, où ils apporteront inévitablement. Ils apportent du charbon américain.

Armistice ukraïno-polonais

ROME, 24 septembre. — On apprend de source sûre qu'un armistice de trêve locale vient d'être signé entre l'Ukraine et la Pologne; on espère que les pourparlers se poursuivront ultérieurement. Il est probable que M. Mazowiecki, qui se trouve actuellement à Bucarest, où il négocie l'accord avec la Roumanie, se rendra à Varsovie.

Les Alliés et les pays baltes

STOCKHOLM, 24 septembre. — Suivant une dépêche reçue de Riga, les représentants de la commission alliée ont signé aux nouveaux Etats baltes que leur indépendance ne pourrait pas être reconnue par la Conférence de la paix si ces Etats traitaient avec les bolcheviks.

Aux Etats-Unis

Le traité devant le Sénat

WASHINGTON, 24 septembre. — Le Sénat américain a adopté, par 43 voix contre 41, une motion de M. Lodge différenciant jusqu'à mardi prochain l'examen de l'amendement républicain au traité de paix. On considère ce vote comme une indication sur la chance des deux partis en présence.

NOUVELLES BREVES

— Une prise d'armes aura lieu aujourd'hui, à 14 h. 30, aux Invalides, pour une remise de décorations.

— M. Clemenceau a reçu, hier matin, à la présidence du Conseil, M. Millerand, haut commissaire de la République en Alsace-Lorraine.

— La commission de la marine de guerre a approuvé, hier, le rapport de M. Bousquet sur les incidents du 1^{er} décembre 1916 en Grèce, rapport dont elle a décidé l'envoi au ministre de la Marine.

— Hier, à 3 heures du matin, un incendie s'est déclaré dans une hutte, 97, route d'Orléans, à Montreuil; 4 millions de dégâts.

— Un incendie a détruit une partie des Magasins généraux, à Aubervilliers, 47, avenue Victor-Hugo.

— Le service de répression des fraudes a mis à la disposition de M. le juge d'instruction Chérel trois bouillottes de bonbons qui venaient du site de ramassage au tarif de 10 francs, c'est-à-dire 1 fr. 10 au lieu de 75 centimes.

— Deux indiennes, Aouina Sliman et Assoul Mohamed, ont été exécutées à Alger, hier matin.

des visites tout l'après-midi, et à courir les réunions le soir ? Il n'y a de possible pour nous qu'une humble compagnie, comme celle de notre collègue Aiguillon, par exemple. On parle un peu d'amour pendant les fiançailles, comme on met un brin de laurier dans le pot-au-feu. Et ensuite c'est fini. Un petit effort de volonté, que diable ! Ne prenez pas la funeste habitude de souffrir. Je ne fume pas, parce que je n'ai jamais essayé de fumer. Trouvez une autre distraction : les échecs, tenez; il paraît que c'est passionnant.

— La voilà.

Et Mutande, bouleversé, introduisit dans le laboratoire une jeune femme blonde jusqu'à l'exagération, exquiemment vêtue, et qui répandait un parfum délicieux. Elle fit de grands compliments à Emieu, qui en rougit, et qui résolut de se débarrasser immédiatement de la mission dont il était chargé :

— Nul, déclara-t-il, n'était mieux désigné pour vous piloter ici que mon excellent ami Mutande. Mutande est un sujet hors ligne, madame; je ne crains pas de le dire devant lui, car il est trop modeste. Ses études le placent au premier plan...

Mais Mme Ostade ne l'écoutait plus. Elle regardait une petite bête qui s'agitait dans un bocal.

— Qu'est-ce que c'est, mon Dieu ? Quelle horreur !

— Une souris sans poils.

— Elle a l'air d'un hippocampe ! Un vrai cauchemar ! Et là, dans ces cages ?

— Des cobayes.

— Oh ! les pauvres !... les pauvres !... Qu'ils sont gentils !

— Ils sont très bien soignés, hasarda Mutande.

— Taisez-vous ! intima la jolie veuve.

Elle prit un cobaye dans ses bras, le caressa doucement : « Comme c'est chaud !... Comme c'est doux !... Son cœur bat !... N'aie pas peur, mon trésor : je suis une amie. moi ! Mon trésor... Mon pauvre petit chéri... Elle dit, et baissa le cobaye sur la tête et sur le dos; puis elle le repêcha dans sa cage, et conclut : « C'est trop triste, tout ça !... Je suis folle des animaux... Alors quand je pense que va être le sort de ceux-là !... Mais je suis bien contente, tout de même, d'avoir visité un laboratoire. Maintenant, je sais ce que c'est. Vous avez ici une lumière ravissante... Il faut que je m'en aille... Ne vous dérangez pas, surtout : votre temps est trop précieux. Monsieur Mutande, je vous défends de bouger... Est-il drôle avec sa blouse !... Je suis enchantée... Au revoir ! Au revoir ! »

Mutande et Emieu restaient seuls. Ils respiraient encore le parfum de la disparue. Et ils étaient accablés par une sorte de morne enchantement. Un élève entra qui venait choisir un sujet d'expérience. Il alla droit au cobaye que Mme Ostade venait de caresser.

— Je prends celui-là, patron ?

— Non, murmura Emieu, non... pas celui-là !

Alors Mutande gémit :

— Vous voyez bien !... Même vous !... Même vous !... Alors, comment voulez-vous que je lutte ?

Et il éclata en sanglots.

Henri DUVERNOIS.

Les formalités du mariage

Le Journal officiel publie une circulaire du ministre de la Justice précisant les dispositions des lois votées en vue de simplifier les formalités du mariage.

Le délai de publication est ramené à dix jours.

Lorsque le futur époux se marie pour la seconde ou la troisième fois, s'il a plus de vingt et un ans révolus il n'a plus besoin de produire l'acte du consentement ou la preuve du décès de ses père et mère.

Pour ceux qui se marient pour la première fois étant âgés de vingt et un ans à trente ans, le délai consécutif à la notification par notaire, qui était jusqu'ici de trente jours, est réduit à quinze jours.

Deux témoins au lieu de quatre suffisent pour la célébration.

Les primes aux militaires indigènes de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc

M. Clemenceau, président du Conseil, ministre de la Guerre, vient de soumettre à la signature du président de la République un décret déterminant les taux et conditions d'attribution d'une indemnité fixe de démobilisation et d'une prime proportionnelle au temps de présence sous les drapeaux aux militaires indigènes de l'Afrique du Nord (Algérie, Tunisie) et du Maroc.

La prime de démobilisation est de 250 francs pour les militaires ayant servi pendant trois mois au moins hors de leur pays d'origine; elle est, pour les autres, ramenée à 100 francs.

La prime supplémentaire mensuelle est de 5 ou 10 francs, suivant les cas.

Le même décret fixe les taux et conditions d'attribution du pécule aux familles de ceux de ces militaires qui sont décédés ou disparus.

Les carnets de pécule, complétés à 500 francs, sont remis aux ayants-droit dans les mêmes conditions que pour les troupes métropolitaines.

La grève des boulangers s'étend dans le Var

DRAGUIGNAN,

5 REPRÉSENTATIONS

Robe de taffetas rose garnie d'alengon et de tulle, portée par Mlle Roucraey.	Robe de serge blanche garnie de larges motifs de broderie or et de toile crée.	Robe de satin orchidée et mousselines du même ton, portée par Mlle Soria.	Robe de burella beurre garnie d'argand; ganses d'or et ceinture de bijouterie.	Robe de cré. bas, radi de jaune. Ceinture d. jamaie jaune posée très bas.
---	--	---	--	---

TOILETTES DE "AMOUR, QUAND TU NOUS TIENS!" CRÉÉES PAR MADELEINE ET MADELEINE

11

R. EXIGEZ LA DEVISE COMME GARANTIE DE QUALITÉ

Ayuntamiento

AU BŒUF A LA MODE
8, rue de Valenciennes
CUISINE FRANÇAISE — VIEILLE CAVES
PRIX DISCRETS, BIEN JUSTIFIÉS

to de Madrid

VANDELLI

1870

Ayuntamir

Ayuntamiento de Madrid

